



Politique climatique

Programme climatique de l'économie: réduire les émissions, pas les emplois et la prospérité

28.10.2025

D'un coup d'oeil

- L'économie suisse poursuit résolument son objectif de zéro émission nette d'ici à 2050 et a déjà réalisé des progrès majeurs sur cette voie
- Le conflit entre la protection du climat et la compétitivité est de plus en plus au centre des préoccupations: les turbulences géopolitiques et commerciales, l'insécurité de l'approvisionnement énergétique et la faiblesse de la conjoncture mondiale pèsent sur notre site économique
- Pour que notre pays continue à prospérer à l'avenir, il a besoin d'une politique climatique efficace, pragmatique et coordonnée au niveau international, qui garantisse la sécurité de l'approvisionnement et la compétitivité



Il y a cinq ans, l'économie suisse s'est engagée à atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 et a créé, avec son programme climatique, un guide pour une politique climatique efficace, réalisable et compatible avec l'activité économique. Depuis lors, le contexte politique, technologique et économique a profondément changé.

La loi sur le CO2 qui devrait entrer en vigueur à partir de 2030 marque le début d'une nouvelle étape dans la politique climatique suisse. Sa conception sera déterminante pour influencer les choix des entreprises dans leur transformation, et donc pour la compétitivité à long terme de la place économique suisse. Dans ce contexte, l'économie présente une actualisation de son programme climatique.

[Lire le dossier politique](#)

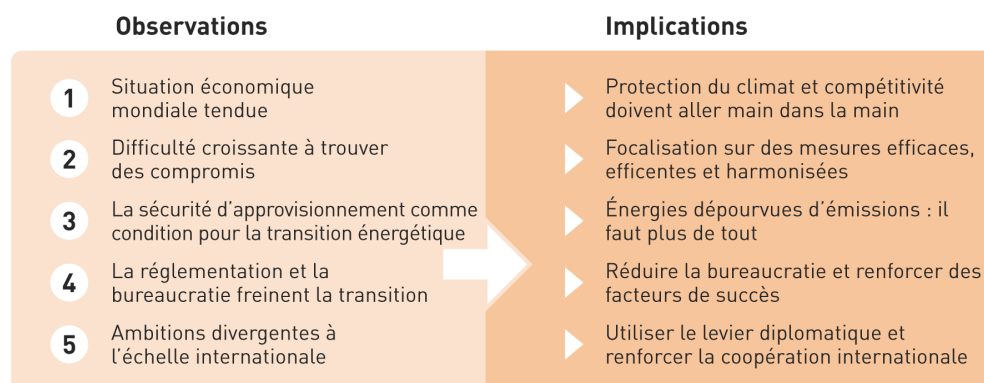
Défis: géopolitique et politique commerciale, énergie, pression concurrentielle

Les tensions géopolitiques et l'incertitude croissante sur les marchés mondiaux posent des défis considérables à l'économie suisse, fortement orientée vers l'exportation. La faiblesse de la conjoncture mondiale freine les investissements importants et touche ainsi des secteurs industriels clés. Parallèlement, les prix élevés de l'énergie aggravent la situation. Sans un approvisionnement énergétique sûr, propre et abordable, la transformation climatique risque d'échouer face à la réalité du manque de sécurité d'approvisionnement.

En outre, les charges administratives augmentent sensiblement. Les nouvelles obligations en matière de reporting mobilisent des ressources humaines et financières considérables, en particulier dans les PME. Dans le même temps, il devient de plus en plus difficile de trouver des compromis socialement et politiquement viables, car l'acceptation de mesures concrètes diminue. Une politique climatique «à tout prix» trouve de moins en moins de soutien.

Observations et implications pour la politique climatique après 2030

► Top 5 des observations et implications



Source : economiesuisse
www.economiesuisse.ch

Les ambitions divergentes des grandes économies créent également des conditions inégales au niveau international et augmentent le risque de fuite de carbone, c'est-à-dire un transfert d'émissions et de valeur ajoutée à l'étranger.

Cinq lignes directrices essentielles pour une politique climatique efficace

Le changement climatique reste un défi mondial qui nécessite à la fois des solutions globales et une économie forte. La Suisse ne peut être un modèle que si elle parvient à concilier protection du climat, innovation et compétitivité. Pour ce faire, les conditions-cadre suivantes sont déterminantes:

1. **Garantir la compétitivité et empêcher une fuite de carbone** Une tonne de CO₂ délocalisée à l'étranger ne profite pas au climat, mais nuit à la prospérité. La Suisse ne peut être un modèle que si la protection du climat et la réussite économique vont de pair. Les pays émergents et en développement, en particulier, ne s'orienteront pas vers une politique qui favorise la pauvreté.

2. **Se concentrer sur l'efficacité et l'efficience** Les mesures climatiques doivent être priorisée en fonction des coûts d'évitement par tonne de CO2 économisée. L'impact climatique réel est déterminant, car il s'agit d'allouer correctement des ressources limitées pour réduire les émissions.
3. **Renforcer ce qui fonctionne** Le système d'accords volontaires entre les entreprises et la Confédération est un modèle de réussite qui devrait être développé et simplifié, et non compliqué.
4. **Supprimer les freins à la transition engendrés par la bureaucratie** Les réglementations doivent être évaluées en fonction d'un rapport coûts-bénéfices clair. Des obligations de reporting excessives privent les entreprises des ressources nécessaires pour mettre en œuvre des mesures climatiques efficaces.
5. **Une énergie sûre, propre et abordable comme condition préalable** La transition climatique nécessite une sécurité d'approvisionnement basée sur un mix énergétique robuste, des prix compétitifs, ainsi que les infrastructures nécessaires pour l'importation, le stockage et la distribution d'énergie exempte d'émissions. La Suisse a un retard urgent à rattraper dans ce domaine.



Alexander Keberle

Responsable Politique de la place économique, membre de la direction



Lukas Federer

Responsable du département Énergie, environnement, infrastructures et numérisation, membre de la direction élargie



Lea Klingenberg

Responsable de projets Politique environnementale



Dominique Rochat

Responsable de projets Senior Énergie, environnement, infrastructures et numérisation

